



VIGILANCE ET ACTION

'Il n'y a qu'une seule fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir.

bulletin de liaison du MOUVEMENT INITIATIVE ET LIBERTE (M.I.L)
N° 29/30 AOUT/SEPTEMBRE 1989

ISSN 0989-3237

MITTERRAND, CHEF DE L'OPPOSITION

La France est tout de même un pays merveilleux. Pas seulement pour la douceur de son climat et la diversité de ses paysages qui faisaient dire à un poète allemand : "Heureux comme Dieu en France". Pas seulement non plus pour la variété de ses fromages ou la renommée de ses créateurs de mode, comme le remarquait avec ironie, Georges Pompidou.

Mais comment ne pas s'émerveiller aussi devant le spectacle de notre vie politique qui rend le monde entier, et ses alentours, muets d'admiration.

Enfin ! Voilà un homme -François Mitterrand- qui, au terme d'une vie ô combien agitée, ayant sauté tous les obstacles, y compris ceux du jardin de l'observatoire, n'aspire qu'à relire les classiques et rédiger, d'une plume paresseuse, ses mémoires, dans sa bergerie de Latche, musant dans la pinède et flattant, de temps à autre, l'encolure de son âne.

Et cet homme, n'écoutant que son devoir et faisant fi de la fatigue, accepte avec un beau désintéressement, pour éviter à la France le spectre du fascisme et la mainmise des clans, de reprendre dans sa main toutes les rênes du pouvoir.

On ne fait pas ainsi don de sa personne à la France, sans exiger quelques aménagements et garanties, en particulier l'assurance de ne pas être dérangé à tout bout de champ pour des broutilles telles que niveau de vie, chômage, sécurité...

TOUT FUT VERROUILLE : un premier ministre socialiste, un gouvernement socialiste, une majorité relative socialiste à l'Assemblée Nationale avec en cas de défaillance du Groupe Communiste, un Groupe Centriste énamouré du premier ministre, pour boucher les trous.

Autant de barrages pour se protéger des humeurs d'une Opinion qui n'en avait guère. Notre homme, cette fois-ci, n'avait pas commis la même erreur qu'en 1981 avec ses 110 propositions qui lui étaient sans cesse rappelées par une presse insolente et des citoyens informés.

La "lettre aux français" que personne d'ailleurs n'avait lue, ne contenant rien en dehors de quelques appels à la fraternité, ce qui n'engage à rien, on ne risquait pas de le lui opposer pendant ce deuxième septennat.

Devant tant d'habileté et voyant une côte d'amour présidentielle qui monte, qui monte, dans les fameux sondages mensuels, l'opinion anesthésiée s'est endormie dans la meilleur des Frances consensuelles.

Vint 1989. Et le bicentenaire de la Révolution. Le président, sa femme et le petit prince, sortis de leur palais, célébrèrent à l'envi les droits de l'homme, les libertés politiques, la démocratie.

Et subitement, une lueur d'évidence vint frapper le président : la France n'avait pas d'opposition !

Tout était calme, certes ; le président de la République, non soumis à réélection, pouvait faire ce qui lui chantait, sans rendre de comptes à quiconque. Mais tout de même, la patrie des droits de l'homme ne pouvait se passer d'une Opposition. Cela faisait désordre.

L'homme qui a fait don de sa personne à la France ne pouvait laisser les choses en l'état.

En une seconde, sa décision fut prise : il serait lui-même -il faut vraiment tout faire !- le chef de l'Opposition de la France. Attali n'y avait même pas pensé !

Aussitôt dit, aussitôt fait. La première intervention du nouveau chef de l'Opposition fut cinglante : "il n'y avait pas assez de "social" dans l'action du gouvernement".

Et puis, comme il y a beaucoup d'autres choses à faire et que les journées sont courtes, le général Mitterrand déploya son ordre de bataille :

- Jospin attaquerait vivement le ministre des Postes et Télécommunications qui prétend appliquer les conclusions d'un rapport qu'il a lui-même demandé ;
- Joxe et Henu interpelleraient le ministre de la Défense, incapable de gérer

PARENTS D'ÉLÈVES :

UN COMBAT DE TOUS LES JOURS

A chaque rentrée scolaire, les parents s'interrogent sur le choix de l'école où ils "envoient" leurs enfants, ils essayent de connaître les maîtres ou les professeurs qui enseigneront à leurs enfants des programmes inconnus suivant une pédagogie parfois étonnante par rapport à celle qu'ils ont eux-mêmes connue.

La tentation est grande de baisser les bras, de laisser aller les choses et de considérer l'école, le collège ou le lycée comme une boîte noire dont on ne retient que les horaires d'entrée et de sortie ...

Ceci ne répond ni à la raison ni à la conviction que nous avons de notre rôle dans la Société : celui de citoyens actifs et dynamiques refusant d'abandonner leurs droits face à l'Etat et aux institutions.

LES PARENTS FACE A LA CRISE SCOLAIRE

Le principe qu'il convient de rappeler est le primat du rôle des parents par rapport à celui de l'Etat dans l'éducation de leurs enfants. Ce principe conduit, notamment :

- au libre choix de l'Ecole (liberté de l'enseignement défendue en 1984 contre les socialistes),

- à la participation des parents dans la gestion des établissements,

Les parents ont un droit de regard légalement reconnu, ils jouissent d'un système de représentation au niveau des classes et des établissements, ils doivent en profiter car sinon ils laissent la place à l'action de la gauche.

En effet, sans entrer dans une critique globale du système éducatif, il est clair que l'Ecole n'est pas toujours ce qu'elle devrait être.

Les réformes social-démocrate menées par des gouvernements de droite ou de gauche ont conduit à une école dont le but semble se limiter trop souvent à l'accueil ... et oublier la fonction d'instruction.

Le quantitatif prime sur le qualitatif :

- on remplit au maximum les établissements (sur-effectifs),

- on recrute des enseignants formés à la hâte,

- on délivre des diplômes à la pelle, sans sélection,

- on vide les programmes pour faciliter leur acquisition,

- etc...

DES OBJECTIFS A ATTEINDRE

Face à cet état de fait, l'action à la base a son importance même s'il faut savoir limiter ses ambitions à des objectifs concrets, tels que :

- le respect des programmes déjà bien légers,
- le soutien aux procédures de sélection,
- le choix des manuels scolaires (en boycottant les ouvrages marxistes),
- la lutte contre la propagande politique (dans les cours, à travers les conférences organisées par des personnes extérieures aux établissements ou par le biais de projection de films),
- la collaboration avec les équipes municipales (qui le souhaitent) sur les activités péri-scolaire,
- la lutte contre la drogue dans les collèges et les lycées,
- la tenue de comptes-rendus de réunions et leurs diffusions auprès des parents d'élèves,
- il est important d'informer les parents d'élèves de manière à faire masse. Les représentants de parents d'élèves peuvent jouer le rôle de statue du commandeur ...
- il faut pousser les élèves à se présenter aux élections des délégués de classe, de manière à combattre la gauche partout où elle agit.
- etc...

UNE PRATIQUE MILITANTE

Pour mener ces initiatives, les parents d'élèves doivent se regrouper au sein des associations implantées dans leurs établissements. Suivant les cas, il peut s'agir de l'Autonome (UNAAPE), de la PEEP ou d'associations indépendantes, qui peuvent avoir de bonnes initiatives locales. Dans l'enseignement privé, les APEL sont généralement en situation de monopole.

En cas d'absence d'associations non marquées à gauche et en fonction de l'établissement dans lequel vous vous trouvez, il faut :

- créer ou participer à la création d'associations autonomes liées à l'UNAAPE (Union Nationale des Associations Autonomes de Parents d'Elèves), ou d'associations liées à la PEEP.

- ou bien se présenter en candidature libre et essayer de regrouper différents parents d'élèves.

Attention les associations de parents d'élèves sont des "organisations de masse" qui regroupent des parents d'horizons variés, il est donc bien rare de trouver dans une association locale une quelconque rigueur doctrinale. La priorité est donnée pour la plupart à la défense de "son enfant".

La peur de s'opposer à l'"institut", au "prof" ou à l'administration domine parfois. L'ACTION N'EST PAS FACILE MAIS ELLE EST INDISPENSABLE.

La FCPE (Fédération des Conseils de Parents d'Elèves) animée par des militants de gauche (socialistes, communistes ou trotskistes) alliée aux syndicats enseignants socialistes (SNI) ou communistes (SNES) contrôle une bonne part des établissements publics. Le seul moyen de mettre en cause cette main mise, c'est de BATTRE AUX ELECTIONS DE PARENTS D'ÉLÈVES LA FCPE

MITTERRAND,

CHEF DE L'OPPOSITION (suite)

la crise de la gendarmerie ;

- Mauroy exigerait du gouvernement qu'il daigne s'intéresser "aux fonctionnaires, aux ouvriers et aux classes moyennes" ;

- Chevènement critiquerait le "tournant libéral du gouvernement dont il faudra bien, à un moment, refermer la parenthèse".

- Enfin, pour couronner le tout, les militants socialistes seraient mobilisés pour assaillir, au cours des universités d'été, le premier ministre qui ne pense qu'à gérer et à appliquer la même politique financière que ses prédécesseurs.

On allait voir ce qu'on allait voir. La France allait revivre sous l'aiguillon fermement tenu par François Mitterrand, chef de l'Opposition.

Mais enfin, direz-vous, réveillés par cette agitation soudaine, il n'y a pas que le Parti socialiste, en France. Que fait la droite ? LA DROITE ! QUELLE DROITE ? VOUS VOULEZ SANS DOUTE PARLER DU RPR ET DE L'UDF.

AH ! LES PAUVRES ! Vous ne saviez pas ? Ils sont atteints de centrite. La fameuse maladie qui se traduit par le syndrome d' "opposition constructive" et qui pousse le patient à proférer toutes les heures des cris inarticulés : "UNION, UNION, UNION".

C'est quoi, l'opposition constructive ?

- "Opposition", cela veut seulement dire que vous ne participez pas au gouvernement,

- "Constructive", signifie : surtout ne rien faire qui puisse gêner monsieur Rocard, un socialiste si sérieux, si pragmatique, qui contient si bien les socialistes sauvages. Ne pas lui faire de peine, par crainte d'être traité d'anti-socialiste primaire.

NOUS, NOUS SOMMES DES ANTI-SOCIALISTES PRIMAIRE ET FIER DE L'ETRE.

P.L.

PARENTS D'ELEVES :
UN COMBAT DE TOUS LES JOURS (suite)

et d'établir ainsi le règne du pluralisme dans les conseils d'administration et d'établissement.

Les parents d'Elèves doivent s'engager dans les associations, se présenter aux élections et siéger dans les conseils pour défendre leurs convictions, développer une critique du système éducatif et empêcher les abus et dérapages les plus criants.

Les personnes qui souhaiteraient des conseils ou faire profiter de leur expérience, tous ceux qui sont intéressés par le sujet, peuvent prendre contact avec notre cellule parents d'élèves qui est en cours de création.

D.L.

Les revendications des Gendarmes

L'homme ne se nourrit pas seulement de pain. Voilà un principe totalement étranger aux responsables socialistes mal déclassés du matérialisme marxiste.

Les hommes qui ont choisi, par vocation et par goût de servir, de faire carrière dans un corps aussi ancien et aussi prestigieux que la Gendarmerie, ne l'ont certainement pas fait pour les avantages financiers. C'est donc leur faire injure que de leur tendre une enveloppe en pensant ainsi tout régler.

Et cela réduit à néant les insinuations sur de prétendues manipulations. En effet, les conditions de vie et de travail des gendarmes, comme d'autres serviteurs de l'ordre, sont notablement au-delà du supportable ; et cela ne date pas d'aujourd'hui.

En revanche, les prédécesseurs des responsables actuels avaient au moins la pudeur de témoigner aux hommes de ce corps d'élite, considération, respect, voire admiration.

Alors que l'ignoble désinvolture manifestée à leur égard par les dirigeants socialiste, lors des événements de Nouvelle Calédonie a provoqué chez eux un haut-le-coeur.

Que l'Etat socialiste n'ait rendu aucun hommage aux quatre gendarmes assassinés à Ouvéa*, dans l'exercice de leur mission avait déjà rempli d'amertume le Corps tout entier. L'hommage national rendu par ce même Etat socialiste à Djibaou et Yewene, instigateurs des violences sur le territoire, a été la goutte de sang qui a fait déborder le vase.

P.L.

(*) Nous vous renvoyons à la lecture (V&A n°16 et 18/19) des articles du Général Alain de BOISSIEU, président du Comité d'Honneur du M.I.L., sur les thèmes : "L'affaire d'Ouvéa, les fuites recommencent" et "Soutien à la Gendarmerie et à l'Armée Française".

Nous vous informons que le MIL lance, à partir de début octobre deux campagnes d'affichages sur les thèmes :

**"L'ETAT P.S. VEUT DONNER
LE DROIT DE VOTE AUX IMMIGRES"**
et

**"LE M.I.L.,
C'EST L'OPPOSITION SANS CONCESSION",**

Tous les militants qui souhaitent recevoir des affiches doivent en faire la demande par écrit.

Certains de nos Amis organisent des manifestations qui, nous le pensons, peuvent et doivent intéresser nos adhérents. C'est pourquoi, chaque fois que cela sera possible, nous vous présenterons les actions les plus marquantes de nos amis. Nous allons parler aujourd'hui de trois manifestations :

- **LE COMITE POUR UNE UNION D'ETATS SOUVERAINS DANS UNE EUROPE LIBRE** organise avec le "Bruges group" un colloque sur le thème "Uniformité ou concurrence des législations en Europe ? (anatomie de l'Europe de Delors).

- **L'INSTITUT D'ETUDES DE LA DESINFORMATION** organise les **ASSISES INTERNATIONALES DE LA DESINFORMATION** du 13 au 16 novembre 1989 à l'Acropolis de Nice.

Quatre grandes Commissions sont prévues :

* les nouvelles méthodes de séduction des pays communistes avec le dissident **Alexandre ZINOVIEV** ; le général américain **Robert RICHARDSON** ; **Brian CROZIER**, l'un des principaux spécialistes des questions internationales ; **Lord Robert CRANBORNE**, conseiller de **Margareth THATCHER**.

* l'omnipotence de l'Etat et sa mainmise sur l'armée, la police, la justice, l'éducation et l'économie avec **André DECOCQ**, professeur de Droit à l'université de Droit de Paris, président du M.I.L ; **Raoul BETEILLE**, conseiller à la Cour de cassation, vice-président du M.I.L ; le recteur **Yves DURAND**, ancien conseiller auprès du premier ministre **Jacques CHIRAC**, vice-président de l'UNI ; l'ancien président de la Cour d'assises de Paris **André GIRESE** ; **Roger CHAIX**, préfet de police honoraire ; le général **Jean DELAUNAY**, ancien chef d'Etat major de l'armée de terre ; l'universitaire **Pascal SALIN**, professeur à Paris Dauphine.

* la désinformation au quotidien (racisme, immigration ...) et le pouvoir culturel (cinéma, BD, show bizz, ...) avec le conseiller d'Etat **Jean MOTTIN** ; les professeurs **Gérard LASFARGUES** et **Pierre DEBRAY-RITZEN**.

* les pesanteurs de la presse, de l'AFP au CSA, en passant par les NMPP, les syndicats

de journalistes, le livre CGT, ... avec **Yann CLERC**, ancien président du syndicat des journalistes, **Francis BERGERON** ...

Nous signalons à nos lecteurs que l'Institut d'Etudes de la Désinformation publie la lettre hebdomadaire "Désinformation Hebdo".

- **LE CLUB DE L'HORLOGE** organise sa **CINQUIEME UNIVERSITE ANNUELLE** au Carrefour Universitaire Méditerranéen à Nice du 20 au 22 octobre 1989. Cette université a pour objet de réfléchir sur les fondements philosophiques et historiques du libéralisme, sur les expériences libérales, en France et dans le reste du monde, sur le contenu d'un libéralisme économique authentique, enraciné dans le peuple. Il convient de noter parmi les intervenants les noms de : **Maurice ALLAIS**, prix Nobel de sciences économiques ; **Jacques GARELLO**, président de l'ALEPS, professeur à l'université d'Aix Marseille ; **William A. RUSHER**, ancien directeur de National Review sur le thème "le renouveau conservateur aux Etats Unis" ; **Lord HARRIS of HIGH CROSS**, directeur général de l'Institut des affaires économiques (Londres) sur le thème "le succès du libéralisme en Grande Bretagne" ; **François d'ORCIVAL**, directeur général des rédactions de Valeurs Actuelles ; **Raymond BOURGINE**, Sénateur de Paris ; **Jean-Claude SOYER**, directeur de l'Institut de Criminologie sur le thème "Libéralisme et sécurité" ; **Jean-Yves LE GALLOU**, Conseiller régional d'Ile de France sur le thème "Libéralisme et immigration" ; **Bernard ASSO**, président de la Ligue des contribuables sur le thème "la démocratie fiscale".

- Si vous souhaitez des renseignements sur ces différentes manifestations, nous vous demandons de nous téléphoner au 16 (1) 45 54 15 57.

VIGILANCE & ACTION est édité par
le Mouvement Initiative et Liberté
4 rue F. Mistral, 75015 Paris

Directeur de la publication : A. Decocq
Imprimerie Lemaire, 95000 Cergy-Pontoise
Dépôt légal à parution

A DECOUPER OU A RECOPIER ET A RENVOYER AU MIL 4 rue F. Mistral 75015 Paris, Tel : 45 54 15 57

Je, soussigné(e), déclare vouloir adhérer au Mouvement Initiative et Liberté (MIL)

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

DATE ET LIEU DE NAISSANCE :

TELEPHONE :

PROFESSION :

ETABLISSEMENT :

COTISATION MEMBRE : 100 Frs

DATE

SIGNATURE

COTISATION DE SOUTIEN : 500 Frs

COTISATION BIENFAITEUR : à partir de 1000 Frs